

Le budget—M. Johnston

M. Blenkarn: Pour payer les dépenses des ministres.

M. Johnston: ... en période de crise. Tel est l'objectif du budget. Le problème que pose le déficit budgétaire est grave et ne peut être négligé. Il peut aboutir à une crise de confiance et mettre en péril d'autres mesures qui s'imposent. Voilà pourquoi nous ne devons jamais manquer l'occasion de le réduire. Il faut éviter de se lancer dans des programmes de dépenses qui stimulent l'économie comme nous le conseillent nos amis du Nouveau parti démocratique.

M. Riis: Pas des amis. Non, ne dites pas des amis.

M. Wilson: La coalition libéralo-néo-démocrate.

M. Riis: Pas des amis.

M. Blais: Des frères.

M. Johnston: Je voudrais parler un moment du programme de plafonnement des salaires. Son objectif principal est d'amorcer une croisade nationale contre l'inflation. Le public sait instinctivement ce qu'il faut faire. Il n'y a que certains chefs syndicaux et quelques autres qui ne semblent pas comprendre. Le public sait fort bien que l'inflation ne peut ralentir si les hausses salariales ne sont pas réduites. Il a pu s'en rendre compte. Pour que les restrictions salariales puissent être utiles, les autres niveaux de gouvernement et les entreprises doivent emboîter le pas. Il est inquiétant de voir certaines ententes récentes, par exemple les 18 p. 100 accordés aux professeurs de l'Université de Toronto ou les 15 p. 100 pour les cols bleus du Grand Toronto. J'ai lu quelques observations de M. Godfrey.

M. Riis: Et les députés, quelle était leur dernière augmentation?

M. Johnston: Voici ce qu'on peut lire aujourd'hui dans le *Star* de Toronto:

Le conseil municipal d'Etobicoke devrait donner raison aujourd'hui à M. Godfrey en ratifiant une entente pour 1982 qui accorde une hausse salariale de 15 p. 100 aux cols bleus municipaux.

Les négociateurs syndicaux et patronaux se sont entendus lundi soir sur une hausse de 15 p. 100 peu après que le ministre des Finances (M. Allan MacEichen) ait réclamé la modération.

Le syndicat avait menacé de faire la grève si les travailleurs n'obtenaient pas une hausse de rattrapage de 17 p. 100.

Quinze pour cent, c'est trop a dit un conseiller, mais je suppose que cela sera accepté car le conseil ne s'est pas gêné pour se voter une augmentation de 14,7 p. 100 à compter de novembre.

Nous ne pouvons absolument pas tolérer de telles augmentations salariales d'une telle ampleur. Je dois dire qu'il est aussi inquiétant de constater que le plupart des travailleurs de la construction en Ontario ont obtenu une hausse de \$2 l'heure. Cela ajoute \$4,000 au coût d'une maison moyenne. Les députés se rendent-ils compte comment cela pourra affecter les programmes de logement que nous voulons instaurer? Une hausse de \$2 l'heure accroît de \$4,000 le prix moyen d'une maison.

M. Riis: Allez-vous nous parler de l'entente sur l'énergie?

M. Johnston: Ce n'est sûrement pas ainsi que l'on va juguler l'inflation. Le public canadien doit être convaincu de la nécessité du plafonnement des salaires. Chacun doit l'accepter. Ils doivent appuyer notre position auprès des dirigeants syndicaux dont les revendications sont excessives. Ils doivent inciter leurs représentants élus, à quelque niveau que ce soit, à lutter pour faire respecter nos objectifs de 6 et 5 p. 100 de sorte que le taux d'inflation baisse effectivement à 6 p. 100 en 1983 et à 5 p. 100 l'année suivante.

M. Riis: Vous voulez parler?

M. Johnston: Si les Canadiens refusent de relever ce défi, que nous reste-t-il à faire? Peut-être imposer des mesures de contrôle générales et obligatoires qu'il serait difficile de faire respecter sans le genre d'appui que notre croisade entend susciter? Laisser les choses aller à la dérive? C'est l'autre solution. Se laisser aller au fil de l'eau un dimanche après-midi? Nous savons que des rapides nous attendent, et nous avons déjà descendu de ces rapides. Pour poursuivre cette analogie, dériver...

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Durant quatorze ans?

M. Johnston: ... semble toujours être la voie facile jusqu'à ce que le canoë se renverse.

M. Riis: Pourquoi ne pas déclencher des élections sur la question; on verra alors ce que les Canadiens en pensent.

● (1620)

M. Johnston: Nous avons le choix. C'est aux Canadiens de choisir. De notre côté, nous faisons de notre mieux. Nous sommes déterminés à faire l'impossible pour que les Canadiens soient bien conscients de la situation dans laquelle nous nous trouvons.

Nous espérons que les députés d'en face—et je les invite instamment à le faire—lorsqu'ils discuteront de ces problèmes cruciaux en cette période de grave crise, montreront bien qu'ils comprennent l'importance et le caractère général de ce problème. Ce n'est plus le moment de pérorer pour en retirer des avantages politiques à court terme, même si certaines perspectives semblent tentantes. J'espère que les députés à la Chambre n'y succomberont pas et se préoccupent avant tout de l'intérêt national, plutôt que de leur intérêt sectaire.

Ce que je veux dire, c'est que l'intérêt national exige une approche nationale du problème. Il exige un engagement national. Voilà ce que nous cherchons. Permettez-moi de citer George Reylea, dont les propos sont rapportés dans le *Citizen* d'Ottawa d'aujourd'hui. Interrogé sur le programme de restrictions, voici ce qu'il a déclaré:

Cela m'est complètement égal; c'est une sacrée bonne chose, nous devons donner l'exemple.